



C/37/22

ORIGINAL : anglais

DATE : 21 juin 2004

**UNION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES**  
GENÈVE

**CONSEIL**

**Trente septième session ordinaire**  
**Genève, 23 octobre 2003**

COMPTE RENDU

*adopté par le Conseil*

Introduction

- \*1. Le Conseil de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) a tenu sa trente-septième session ordinaire à Genève le 23 octobre 2003, sous la présidence de M. Karl Olov Öster (Suède).
2. La liste des participants figure à l'annexe I du présent document.
- \*3. Le président accueille chaleureusement la délégation de la Tunisie, État qui est devenu membre de l'UPOV le 31 août 2003.
4. La déclaration faite au Conseil par la délégation de la Tunisie figure à l'annexe II du présent document.
- \*5. Le président informe le Conseil que l'Acte de 1991 de la Convention UPOV est entré en vigueur à l'égard de la Pologne le 15 août 2003.

---

\* L'astérisque précédant le numéro du paragraphe indique que le texte est repris du compte rendu des décisions (document C/37/21).

Adoption de l'ordre du jour

\*6. Le Conseil adopte le projet révisé d'ordre du jour faisant l'objet du document C/37/1 Rev. et prend note du document supplémentaire C/37/20 concernant le point 7.

Adoption du compte rendu de la trente-sixième session ordinaire

\*7. Le Conseil adopte le compte rendu figurant dans le document C/36/13 Prov.

Nomination de M. Kamil Idris au poste de secrétaire général de l'UPOV pour la période allant du 1<sup>er</sup> décembre 2003 au 30 novembre 2009

\*8. Le président présente le document C/37/14.

\*9. Le Conseil :

a) décide à l'unanimité de renouveler la nomination de M. Kamil Idris au poste de secrétaire général de l'UPOV pour la période allant du 1<sup>er</sup> décembre 2003 au 30 novembre 2009;

b) note avec reconnaissance que M. Idris ne souhaite pas recevoir d'indemnité de l'UPOV et décide que l'économie ainsi réalisée sera employée dans le cadre du programme et budget de l'UPOV pour financer des activités intéressantes en particulier les pays en développement.

10. Le Conseil salue la contribution de M. Kamil Idris aux travaux et au développement de l'Union pendant ces six dernières années. Le président rappelle le discours prononcé par M. Idris devant le Comité consultatif à sa soixante-sixième session, le 22 octobre 2003; le texte de ce discours figure à l'annexe III du présent document.

Prolongation de la nomination du secrétaire général adjoint

\*11. Le président informe le Conseil que le mandat de M. Rolf Jördens va expirer le 30 novembre 2003.

\*12. Le Conseil décide à l'unanimité de prolonger le mandat de M. Rolf Jördens au poste de secrétaire général adjoint de l'UPOV jusqu'au 30 novembre 2006.

\*13. Le président félicite le secrétaire général adjoint de l'excellence et de la distinction avec lesquelles il a accompli sa fonction.

\*14. Le secrétaire général adjoint exprime sa gratitude à toutes les délégations pour leur appui dans l'exécution de ses tâches. Il remercie le secrétaire général de sa confiance et de son soutien constant. Il rend hommage aux fonctionnaires de l'UPOV et souligne l'excellent esprit d'équipe qui existe au sein du Bureau. Il exprime aussi ses remerciements aux fonctionnaires de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI) pour les services rendus à l'UPOV.

Examen de la conformité de la législation ou du projet de législation de tout État ou de toute organisation ayant déposé une demande selon l'article 34.3) de l'Acte de 1991 de la Convention UPOV

*Royaume hachémite de Jordanie*

\*15. Les délibérations ont lieu sur la base du document C/37/16.

\*16. Le Conseil décide

a) d'aviser le Gouvernement de la Jordanie que la loi incorpore en substance, dans ses principales dispositions, l'Acte de 1991 et qu'il peut déposer un instrument d'adhésion à l'Acte de 1991;

b) d'informer en outre le Gouvernement de la Jordanie qu'il peut compléter les textes de sa législation de la manière indiquée aux paragraphes 16 et 21 du document C/37/16 afin qu'il n'y ait pas à invoquer la disposition du code civil.

17. La délégation de la Jordanie remercie le Conseil d'avoir accepté son texte de loi et formule le souhait que la Jordanie puisse, dans l'avenir, être aussi active que les autres membres de l'Union.

*République d'Islande*

\*18. Les délibérations ont lieu sur la base du document C/37/17.

\*19. Le Conseil décide

a) d'aviser le Gouvernement de l'Islande que la loi incorpore dans ses principales dispositions l'essentiel de l'Acte de 1991, mais qu'il convient d'y apporter les modifications indiquées aux paragraphes 9, 11, 12, 21, 23 et 30 du document C/37/17 pour qu'elle soit pleinement conforme à l'Acte de 1991;

b) une fois que ces modifications auront été apportées à la loi, l'Islande pourra déposer son instrument d'adhésion à l'Acte de 1991.

20. La délégation de l'Islande accueille avec satisfaction l'analyse de la loi. Elle informe le Conseil qu'elle espère apporter les modifications nécessaires sous peu et qu'elle avisera le Bureau de l'Union lorsque ce processus sera achevé.

*République d'Ouzbékistan*

\*21. Les délibérations ont lieu sur la base du document C/37/18.

\*22. Le Conseil décide

a) d'aviser le Gouvernement de l'Ouzbékistan que la loi incorpore en substance, dans ses principales dispositions, l'Acte de 1991 et qu'il peut déposer un instrument d'adhésion à cet acte;

b) d'inviter en outre le Gouvernement de l'Ouzbékistan à compléter les textes de sa législation, là où cela est apparu nécessaire, de manière à éviter le recours à la disposition constitutionnelle.

*République de Singapour*

\*23. Les délibérations ont lieu sur la base du document C/37/19.

\*24. Le Conseil décide

a) d'aviser le Gouvernement de Singapour que, pour l'essentiel, le projet de loi reprend en substance l'Acte de 1991 mais que des dispositions complémentaires restent à ajouter dans l'article 33 sur les dénominations de variétés, ainsi qu'il ressort des paragraphes 21, 22 et 23 du document C/37/19, et dans l'article 25 sur la déchéance de l'obtenteur, ainsi qu'il ressort du paragraphe 26 du document C/37/19, afin que le projet de loi soit pleinement conforme aux dispositions de l'Acte de 1991;

b) une fois que les dispositions complémentaires susmentionnées auront été incorporées dans la loi, Singapour pourra déposer son instrument d'adhésion à l'Acte de 1991.

25. La délégation de Singapour remercie le Conseil de son analyse et indique qu'elle modifiera la loi afin d'y incorporer les recommandations.

Compte rendu du président sur les travaux des soixante-cinquième et soixante-sixième sessions du comité consultatif; adoption, le cas échéant, de recommandations préparées par ce comité

26. Le Conseil prend note du rapport du président et adopte l'annexe II du document C/37/20, intitulée "Accès aux ressources génétiques et partage des avantages", en tant que réponse de l'UPOV à la notification en date du 26 juin 2003 émanant du secrétaire exécutif de la Convention sur la diversité biologique (CDB). Cette réponse figure à l'annexe IV du présent document.

Rapport du secrétaire général sur les activités de l'Union en 2002; rapport complémentaire sur les activités exécutées durant les neuf premiers mois de 2003

\*27. Le Conseil approuve le rapport du secrétaire général sur les activités de l'Union en 2002 figurant dans le document C/37/2 et prend note du rapport sur les activités exécutées durant les neuf premiers mois de 2003 figurant dans le document C/37/3.

\*28. Le Conseil félicite le Bureau de l'Union pour le travail accompli et remercie l'OMPI de l'assistance fournie.

État d'avancement des travaux du Comité administratif et juridique

\*29. Le Conseil prend note des travaux du Comité administratif et juridique présentés dans le document C/37/9 et dans le rapport verbal du président de ce comité.

État d'avancement des travaux du Comité technique, des groupes de travail techniques et du Groupe de travail sur les techniques biochimiques et moléculaires, notamment les profils d'ADN

\*30. Le Conseil prend note des travaux du Comité technique, des groupes de travail techniques et du Groupe de travail sur les techniques biochimiques et moléculaires, notamment les profils d'ADN, qui sont présentés dans le document C/37/10, et approuve les programmes de travail indiqués dans ce document.

Désignation du vérificateur des comptes

\*31. Le Conseil décide à l'unanimité de renouveler le mandat de la Suisse en tant que vérificateur des comptes de l'UPOV jusqu'à l'année 2007 incluse. Il témoigne sa reconnaissance aux autorités suisses pour leur assistance.

État financier intermédiaire pour 2002; arriérés de contributions au 17 octobre 2003

\*32. Le Conseil prend note du document C/37/12; ce point de l'ordre du jour n'appelle pas de décision.

33. La délégation de la Belgique s'excuse pour ses arriérés de contributions et explique que ces derniers sont dus au fait qu'un arrêté royal était nécessaire. Elle indique que cet arrêté a maintenant été adopté et que les arriérés de contributions seront versés dans les plus brefs délais.

Examen et approbation du projet de programme et budget de l'Union pour l'exercice biennal 2004-2005

34. Le secrétaire général adjoint présente le document C/37/4. S'agissant des dépenses de fonctionnement, il explique que les groupes de travail techniques ont tenté l'expérience de distribuer les documents par l'intermédiaire du site Internet, expérience qui s'est révélée très positive. Aussi est-il décidé, avec effet immédiat, que les versions papier des documents ne seront plus distribuées aux groupes de travail techniques. À terme, la même mesure sera adoptée en ce qui concerne les documents du Comité technique (TC) et du Comité administratif et juridique (CAJ). La seule exception sera l'envoi par courrier postal des invitations pour les sessions et des projets d'ordre du jour qui les accompagnent, ainsi que l'envoi des projets de compte rendu aux participants pour adoption par correspondance.

\*35. Le Conseil approuve les propositions figurant dans le document C/37/4 (Projet de programme et budget pour l'exercice biennal 2004-2005), y compris le montant des contributions des membres, le plafond proposé des dépenses au titre du budget ordinaire et le nombre total de postes prévu pour le Bureau de l'Union.

36. La délégation de l'Espagne préconise la recherche de solutions concernant la situation financière de l'Union. Elle rappelle que, la veille, lors de la soixante-sixième session du Comité consultatif, elle s'est dite préoccupée par la réduction des activités et des effectifs requise pour se conformer au budget fixé pour l'exercice biennal 2004-2005. Elle apprécie le travail et le personnel du Bureau de l'Union et estime que l'Espagne, comme certains autres pays, retire plus d'avantages de son appartenance à l'UPOV que ne le suggère son niveau de contribution. Elle s'efforcera donc d'augmenter son nombre d'unités de contribution, le faisant passer de 1,5 à 2, et encourage les autres membres de l'Union à s'engager dans cette voie.

#### Établissement du texte officiel de l'Acte de 1991 de la Convention UPOV en russe

\*37. Le secrétaire général adjoint présente le document C/37/13.

38. La délégation de la Fédération de Russie explique que le texte officieux russe, établi par le Bureau de l'Union en 1992, a été utilisé comme base pour sa loi nationale et pour sa compréhension de l'Acte de 1991 de la Convention UPOV. En 1997, à l'invitation du Bureau de l'Union, elle a pris part à une révision de ce texte officieux, qui a donné lieu à de nombreuses modifications et qui a débouché sur un nouveau texte. En particulier, le nouveau texte contenait une traduction incorrecte concernant l'article 16.1)ii) de l'Acte de 1991 de la Convention UPOV.

\*39. À la suite de la demande formulée par le Gouvernement de la Fédération de Russie et appuyée par les gouvernements du Bélarus, du Kirghizistan, de la République de Moldova et de l'Ukraine, qui sont des États membres de l'Union, et par ceux de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan, qui ont le statut d'observateur, le Conseil décide de désigner le russe, aux fins de l'article 41.2) de l'Acte de 1991 de la Convention UPOV, comme langue dans laquelle un texte officiel de l'Acte de 1991 de la Convention UPOV doit être établi.

\*40. Le Conseil note que le secrétaire général, en concertation avec les gouvernements intéressés, établira le texte officiel de l'Acte de 1991 de la Convention UPOV en langue russe à partir du texte officieux existant.

#### Calendrier des réunions de 2004

\*41. Le Conseil approuve le calendrier des réunions de 2004 présenté dans le document C/37/8.

#### Élection du nouveau président et du nouveau vice-président du Conseil

\*42. Le Conseil élit, pour un mandat de trois ans qui expirera avec la quarantième session ordinaire du Conseil, en 2006 :

- a) Mme Enriqueta Molina Macías (Mexique) présidente du Conseil et
- b) M. Doug Waterhouse (Australie) vice-président du Conseil.

\*43. Le Conseil témoigne sa reconnaissance au président sortant, M. Karl Olov Öster (Suède), pour le travail accompli durant son mandat.

Situation dans les domaines législatif, administratif et technique

\*44. Le Conseil prend note des documents C/37/5, C/37/6, C/37/7 et C/37/15; ce point de l'ordre du jour n'appelle pas de décision.

*45. Le présent compte rendu a été adopté par correspondance.*

[L'annexe I suit]

ANNEXE I / ANNEX I / ANLAGE I / ANEXO I

LISTE DES PARTICIPANTS / LIST OF PARTICIPANTS /  
TEILNEHMERLISTE / LISTA DE PARTICIPANTES

(dans l'ordre alphabétique des noms français des États / in the alphabetical order of the names in  
French of the States / in alphabetischer Reihenfolge der französischen Namen der Staaten /  
por orden alfabético de los nombres en francés de los Estados)

I. MEMBRES / MEMBERS / VERBANDSMITGLIEDER / MIEMBROS

AFRIQUE DU SUD / SOUTH AFRICA / SÜDAFRIKA / SUDÁFRICA

Shadrack R. MOEPHULI, Assistant Director-General: Agricultural Production, Department  
of Agriculture, Private Bag X973, Pretoria 0001  
(tel.: +27 12 319 6536 fax: +27 12 319 6329 e-mail: adgap@nda.agric.za)

T. MAPHOTO, Legal Advisor, Department of Agriculture, Pretoria 0001  
(tel.: +27 12 319 7329 fax: +27 12 325 7391 e-mail: his@nda.agric.za)

Joan SADIE (Mrs.), Principle Plant and Quality Control Officer, Directorate: Genetic  
Resources, Department of Agriculture, Private Bag X 5044, Stellenbosch 7599  
(tel.: +27 21 809 1648 fax: +27 21 887 2264 e-mail: JoanS@nda.agric.za)

ALLEMAGNE / GERMANY / DEUTSCHLAND / ALEMANIA

Udo VON KRÖCHER, Präsident, Bundessortenamt, Postfach 61 04 40, 30627 Hannover  
(tel.: +49 511 9566603 fax: +49 511 956 6904  
e-mail: Postfach.Praesident@bundessortenamt.de)

Michael KÖLLER, Leiter Rechtsreferat, Regierungsdirektor, Bundessortenamt,  
Osterfelddamm 80, 30627 Hannover  
(tel.: +49 511 9566624 fax: +49 511 563362 e-mail: michael.koeller@bundessortenamt.de)

ARGENTINE / ARGENTINA / ARGENTINIEN

Marcelo LABARTA, Director de Registro de Variedades, Secretaría de Agricultura,  
Ganadería, Pesca y Alimentos (SAGPyA), Ministerio de la Producción, Paseo Colón 922,  
3 piso, of. 347, 1063 Buenos Aires  
(tel.: +54 11 4349 2444 fax: +54 11 4349 2444 e-mail: mlabar@sagyp.mecon.gov.ar)

Carmen Amelia M. GIANNI (Sra.), Directora de Asuntos Jurídicos, Secretaría de Agricultura,  
Ganadería, Pesca y Alimentos (SAGPyA), Ministerio de la Producción, Paseo Colón 922,  
3 piso, of. 302, 1063 Buenos Aires  
(tel.: +54 11 4349 2430 fax: +54 11 4349 2417 e-mail: cgiann@sagyp.mecon.gov.ar)



AUSTRALIE / AUSTRALIA / AUSTRALIEN

Doug WATERHOUSE, Registrar, Plant Breeder's Rights Office, Commonwealth Department of Agriculture, Fisheries and Forestry (AFFA), P.O. Box 858, Canberra, ACT 2601  
(tel.: +61 2 6272 3888 fax: +61 2 6272 3650 e-mail: doug.waterhouse@affa.gov.au)

AUTRICHE / AUSTRIA / ÖSTERREICH

Josef HINTERHOLZER, Leiter des Sortenschutzamtes, Institut für Sortenwesen, Bundesamt für Ernährungssicherheit, Spargelfeldstrasse 191, Postfach 400, 1226 Wien  
(tel.: +43 1 732 16 4000 fax: +43 1 732 16 4211 e-mail: josef.hinterholzer@lwvie.ages.at)

BÉLARUS / BELARUS / BELARÚS

Aleksandr STAROVOITOV, Chairman, Committee for State Testing and Protection of Plant Varieties, 90 Kazintza Str., Minsk  
(tel.: +375 17 2777051 fax: +375 17 2783530 e-mail: sortr@mshp.minsk.by)

Valentsina FANDO (Mrs.), Deputy Chairman, Committee for State Testing and Protection of Plant Varieties, 90, Kazintza Str., Minsk  
(tel.: +375 17 2777051 fax: +375 17 2783530 e-mail: sortr@mshp.minsk.by)

Aleksandr KULINKOVICH, First Secretary, Permanent Mission, 15, avenue de la Paix, 1211 Geneva 20, Switzerland  
(tel.: +41 22 7482459 fax: +41 22 7482451 e-mail: alex.kulinkovich@tut.by)

BELGIQUE / BELGIUM / BELGIEN / BÉLGICA

Camille VANSLEMBROUCK (Mme), Ingénieur, Office de la propriété intellectuelle, North Gate III, 5ème étage, 16, blvd. du Roi Albert II, 1000 Bruxelles  
(tel.: +32 2 2065158 fax: +32 2 2065750 e-mail: camille.vanslembrouck@mineco.fgov.be)

BRÉSIL / BRAZIL / BRASILIEN / BRASIL

Vera Lúcia DOS SANTOS MACHADO (Sra.), Servicio Nacional de Protección de Cultivares (SNPC), Ministerio de Agricultura, Ganadería y Abastecimiento, CEP 70043-900, Esplanada dos Ministerios, Bloco D, Anexo A, Sala 2, Brasilia, D.F.  
(tel.: +55 61 218 2547 fax: +55 61 224 5647 e-mail: veramachado@agricultura.gov.br)

Leonardo CLEAVER DE ATHAYDE, Mission permanente, 71, avenue Louis Casai, 1216 Genève, Suisse  
(tel.: +41 22 9290916 fax: +41 22 7882505 e-mail: leonardo.athayde@ties.itu.int)

BULGARIE / BULGARIA / BULGARIEN

Nevena Mincheva IVANOVA (Mrs.), Executive Director, Executive Agency for Variety Testing, Field Inspection and Field Control (EAVTFISC), Ministry of Agriculture and Forestry, 125, Tzarigradska strasse, 113 Sofia  
(tel.: +359 2 8700375 fax: +359 2 8706517 e-mail: iasas@spnet.net)

Panayot DIMITROV, Head, Chemistry, Biotechnology, Plant Varieties and Animal Breeds Dept., Patent Office of the Republic of Bulgaria, 52-B, Dr. G.M. Dimitrov. Blvd, 1797 Sofia  
(tel.: +359 2 9701466 fax: +359 2 8708325 e-mail: pdimitrov@bpo.bg)

Stamen Dimitrov GEORGIEV, Head, DUS Department, Executive Agency for Variety Testing and Field Control and Seed Control (EAVTFISC), Ministry of Agriculture and Forestry, 125, Tzarigradska strasse, 113 Sofia  
(tel.: +359 2 8705120 fax: +359 2 713635 e-mail: iasas@spnet.net)

CANADA / KANADA / CANADÁ

Valerie SISSON (Ms.), Commissioner, Plant Breeders' Rights Office, Canadian Food Inspection Agency (CFIA), Camelot Court, 59 Camelot Drive, Ottawa, Ontario K1A 0Y9  
(tel.: +1 613 225 2342 fax: +1 613 228 6629 e-mail: vsisson@inspection.gc.ca)

Glyn CHANCEY, Director, Plant Production Division, Canadian Food Inspection Agency (CFIA), 59 Camelot Drive, Ottawa, Ontario K1A 0Y9  
(tel.: +1 613 2286695 fax: +1 613 2286629 e-mail: chanceygd@inspection.gc.ca)

CHILI / CHILE

Rosa MESSINA CRUZ (Sra.), Directora, Departamento de Semillas, Servicio Agrícola y Ganadero, Ministerio de Agricultura, Avda. Bulnes 140, piso 2, Casilla 1167-21, Santiago  
(tel.: +56 2 696 2996 fax: +56 2 697 2179 e-mail: semillas@sag.gob.cl)

Rosario SANTANDER KELLY (Sra.), Jefa de Gabinete del Director Nacional, Servicio Agrícola y Ganadero (SAG), Avda. Bulnes 140, Santiago  
(tel.: +56 2 671 2323 fax: +56 2 6721812 e-mail: rosario.santander@sag.gob.cl)

Enzo CERDA, Subdirector, Departamento de Semillas, Servicio Agrícola y Ganadero (SAG), Ministerio de Agricultura, Avda. Bulnes 140, Piso 2, Casilla 1167-21, Santiago  
(tel.: +56 2 696 2996 fax: +56 2 697 2179 e-mail: enzo.cerda@sag.gob.cl)

CHINE / CHINA

LI Yanmei (Mrs.), Project Administrator, Department for International Cooperation, State Intellectual Property Office (SIPO), P.O. Box 8020, 6, Xitucheng Road, Haidian District, Beijing 100088  
(tel.: +86 10 6209 3288 fax: +86 10 6201 9615 e-mail: liyanmei@sipo.gov.cn)

GUO Ruihua, Deputy Division Director, Department of Science and Education, Office for the Protection of New Varieties of Plants, Ministry of Agriculture, No. 11 Nong Zhan Nan Li, Chaoyang District, Beijing 100026  
(tel.: +86 10 6419 3069 fax: +86 10 6419 3029 e-mail: cnpvp@agri.gov.cn)

LIN Xiangming, Deputy Division Director, Office for Protection of New Varieties of Plants, Department of Science, Technology and Education, Ministry of Agriculture, 11 Nong Zhan Guan Nanli, Beijing  
(tel.: +86 10 6419 3069 fax: +86 10 6419 3029 e-mail: kjschqchg@agri.gov.cn)

LI Yunkun, Director General, Office of Protection of New Varieties of Plants, State Forestry Administration, No. 18 Hepingli East Street, Beijing 100714  
(tel.: +86 10 84238704 fax: +86 10 64213084 e-mail: liyunkun@cnpvp.net)

LI Bin, Principal Administrator, Department for Development Planning and Capital Management, Beijing  
(tel.: +86 10 8423 8883 fax: +86 10 8423 8883)

ZHENG Yongqi, Professor, Chinese Academy of Forestry, Beijing 10091  
(tel.: +86 10 6288565 fax: +86 10 62872015 e-mail: zhengyq@caf.ac.cn)

WANG Qiong, Principal Administrator, Office for Protection of New Varieties of Plants, State Forestry Administration, Beijing  
(tel.: +86 10 8423 9104 fax: +86 10 8423 8883 e-mail: wangqiong@cnpvp.net)

WU Kongfan, Program Officer, Department for Agriculture, Ministry of Finance, Beijing 100027  
(tel.: +86 10 8423 8883 fax: +86 10 8423 8883)

ZHAO Yangling (Mrs.), Permanent Mission, 11, chemin de Surville, 1213 Petit-Lancy 2, Switzerland  
(tel.: +41 22 8795678 fax: +41 22 7937014 e-mail: mission.china@ties.itu.int)

COLOMBIE / COLOMBIA / KOLUMBIEN

Ana Luisa DÍAZ JIMÉNEZ (Sra.), Coordinador Nacional, Derechos de Obtentor de Variedades y Producción de Semillas, Instituto Colombiano Agropecuario (ICA), Calle 37, # 8-43, Piso 4, Bogotá D.F.  
(tel. : +57 1 2328643 tel./fax: +57 1 232 4697 e-mail: obtentores.semillas@ica.gov.co or semillasica@hotmail.com)

Ricardo VELEZ BENEDETTI, Ministro Consejero, Misión Permanente 17-19 chemin du Champ-d'Anier, 1209 Ginebra, Suiza  
(tel.: +41 22 7984554 fax: +41 22 7984555 e-mail: mission.colombia@ties.itu.int)

CROATIE / CROATIA / KROATIEN / CROACIA

Ruzica ORE (Mrs.), Head of Plant Variety Protection and Registration, Institute for Seeds and Seedlings, Vinkovačka cesta 63c, 31000 Osijek  
(tel.: +385 31 275215 fax: +385 31 273958 e-mail: r.ore@zsr.hr)

DANEMARK / DENMARK / DÄNEMARK / DINAMARCA

Merete BUUS (Mrs.), Head of Division, The Danish Plant Directorate, Ministry of Food, Agriculture and Fisheries, Skovbrynet 20, 2800 Lyngby  
(tel.: +45 45263720 fax: +45 45 263617 e-mail: meb@pdir.dk)

ESPAGNE / SPAIN / SPANIEN / ESPAÑA

Ricardo LÓPEZ DE HARO Y WOOD, Director, Oficina Española de Variedades Vegetales (OEVV), Ministerio de Agricultura, Pesca y Alimentación (MAPA), Avda. de Ciudad de Barcelona 6, 28007 Madrid  
(tel.: +34 91 347 6939 fax: +34 91 347 6703 e-mail: lopezdeharo@mapya.es)

Luis SALAICES, Jefe de Área del Registro de Variedades, Oficina Española de Variedades Vegetales (OEVV), Ministerio de Agricultura, Pesca y Alimentación (MAPA), Avda. de Ciudad de Barcelona 6, 28007 Madrid  
(tel.: +34 91 3476712 fax: +34 91 3476703 e-mail: lsalaice@mapya.es)

ESTONIE / ESTONIA / ESTLAND

Pille ARDEL (Mrs.), Head of Department, Variety Control Department, Plant Production Inspectorate, 71024 Viljandi  
(tel.: +372 43 34650 fax: +372 43 34650 e-mail: pille.ardel@plant.agri.ee)

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE / UNITED STATES OF AMERICA /  
VEREINIGTE STAATEN VON AMERIKA / ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA

Karen M. HAUDA (Mrs.), Patent Attorney, Office of International Relations, United States Patent and Trademark Office (USPTO), Washington, D.C. 20231  
(tel.: +1 703 305 9300 ext. 129 fax: +1 703 305 8885 e-mail: karen.hauda@uspto.gov)

Paul M. ZANKOWSKI, Commissioner, Plant Variety Protection Office, Agricultural Marketing Service, United States Department of Agriculture (USDA), 10301 Baltimore Blvd., Room 500, Beltsville, Maryland 20705 - 2351  
(tel.: +1 301 504 5518 fax: +1 301 504 5291 e-mail: paul.zankowski@usda.gov)

Jon SANTAMAURO, Intellectual Property Attaché, Permanent Mission to the World Trade Organization (WTO), 11, route de Pregny, 1292 Chambésy, Switzerland  
(tel.: +41 22 749 4111 fax: +41 22 749 4880)

FÉDÉRATION DE RUSSIE / RUSSIAN FEDERATION / RUSSISCHE FÖDERATION /  
FEDERACIÓN DE RUSIA

Yuri A. ROGOVSKIY, Deputy Chairman, Chief of Methods Department, State Commission of the Russian Federation for Selection Achievements Test and Protection, Orlikov per., 1/11, Moscow 107139  
(tel.: +70 095 208 6775 fax: +70 095 207 8626 e-mail: statecommission@mtu-net.ru)

Madina OUMAROVA (Mrs.), Expert of Methods Department, State Commission of the Russian Federation for Selection Achievements Test and Protection, Orlicov per., 1/11, Moscow 107139  
(tel.: +70 095 208 6775 fax: +70 095 207 8626 e-mail: desel@agro.aris.ru)

FINLANDE / FINLAND / FINNLAND / FINLANDIA

Arto VUORI, Director, Plant Variety Rights Office, Ministry of Agriculture and Forestry, Hallituskatu 3 A, P.O. Box 30, 00023 Government  
(tel.: +358 9 160 3316 fax: +358 9 160 52203 e-mail: arto.vuori@mmm.fi)

FRANCE / FRANKREICH / FRANCIA

Bernard MATHON, Chef, Bureau des semences, Ministère de l'agriculture et de la pêche, 3, rue Barbet de Jouy, 75349 Paris 07  
(tel.: +33 1 4955 4579 fax: +33 1 4955 5075 e-mail: bernard.mathon@agriculture.gouv.fr)

Nicole BUSTIN (Mlle), Secrétaire général, Comité de la protection des obtentions végétales (CPOV), Ministère de l'agriculture et de la pêche, 11, rue Jean Nicot, 75007 Paris  
(tel.: +33 1 4275 9314 fax: +33 1 4275 9425 e-mail: nicole.bustin@geves.fr)

Michèle WEIL-GUTHMAN (Mme), Conseiller, Mission permanente, Villa "Les Ormeaux", 36, route de Pregny, 1291 Chambésy, Suisse

HONGRIE / HUNGARY / UNGARN / HUNGRÍA

Károly NESZMÉLYI, General Director, National Institute for Agricultural Quality Control (NIAQC), Keleti Karoly u. 24, P.O. Box 30, 93, 1024 Budapest  
(tel.: +36 1 212 4711 fax: +36 1 212 6792 e-mail: neszmelyik@ommi.hu)

Marta POSTEINER-TOLDI (Mrs.), Vice-President, Hungarian Intellectual Property Protection Council, Hungarian Patent Office, Garibaldi u.2, P.O. Box 552, 1054 Budapest  
(tel.: +36 1 331 2164 fax: +36 1 474 5975 e-mail: vekas@hpo.hu)

Mária PETZ-STIFTER (Mrs.), Industrial Property Adviser, Hungarian Patent Office, Garibaldi u.2, P.O. Box 552, 1054 Budapest  
(tel.: +36 1 474 5907 fax: +36 1 479 5899 e-mail: petzne@hpo.hu)

IRLANDE / IRELAND / IRLAND / IRLANDA

John V. CARVILL, Controller of Plant Breeders' Rights, Plant Variety Rights Office, Department of Agriculture and Food, National Crop Variety Testing Centre, Backweston, Leixlip, Co. Kildare  
(tel.: +353 1 630 2902 fax: +353 1 628 0634 e-mail: john.carvill@agriculture.gov.ie)

ISRAËL / ISRAEL

Shalom BERLAND, Legal Advisor of Ministry of Agriculture and Plant Breeders' Registrar, Plant Breeders' Rights Council, Volcani Centre, P.O. Box 30, Bet-Dagan  
(tel.: +972 3 948 5566 fax: +972 3 948 5836)

JAPON / JAPAN / JAPÓN

Sanji TAKEMORI, Director, Seeds and Seedlings Division, Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries (MAFF), 1-2-1 Kasumigaseki, Chiyoda-ku, Tokyo 100-8950  
(tel.: +81 3 3591 0524 fax: +81 3 3502 6572 e-mail: sanji\_takemori@nm.maff.go.jp)

Jun KOIDE, Deputy Director, International Affairs, Seeds and Seedlings Division, Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries (MAFF), 1-2-1 Kasumigaseki, Chiyoda-ku, Tokyo 100-8950  
(tel.: +81 3 3591 0524 fax: +81 3 3502 6572 e-mail: jun\_koide@nm.maff.go.jp)

Katsuhiko SAKA, First Secretary, Permanent Mission, 3, chemin des Fins, 1211 Grand-Saconnex, Switzerland  
(tel.: +41 22 717 3225 fax: +41 22 788 3368 e-mail: katsuhiko.saka@bluewin.ch)

LETTONIE / LATVIA / LETTLAND / LETONIA

Sergejs KATANENKO, Director, Plant Variety Testing Department, State Plant Protection Service, Republic sq. 2, 1981 Riga  
(e-mail: sergejs.katanenko@vaad.gov.lv)

MEXIQUE / MEXICO / MEXIKO / MÉXICO

Enriqueta MOLINA MACÍAS (Sra.), Directora, Servicio Nacional de Inspección y Certificación de Semillas (SNICS), Secretaría de Agricultura, Ganadería, Desarrollo Rural, Pesca y Alimentación (SAGARPA), Av. Presidente Juárez, 13, Col. El Cortijo, Tlalnepantla, Estado de México 54000  
(tel.: +52 55 53842213 fax: +52 55 53901441 e-mail: enriqueta.molina@webtelmex.net.mx)

NICARAGUA

Patricia CAMPBELL GONZÁLEZ (Sra.), Primer Secretario, Misión Permanente, 37-39, rue de Vermont, 1202 Ginebra, Suiza  
(tel.: +41 22 7405160 fax: +41 22 7346585 e-mail: mission.nicaragua@ties.itu.int)

NORVÈGE / NORWAY / NORWEGEN / NORUEGA

Haakon SØNJU, Registrar, Plant Variety Board, P.O. Box 3, 1431 Aas  
(tel.: +47 64 944400 fax: +47 64 944410 e-mail: haakon.sonju@slt.dep.no)

Veslemoy-Susanne GUNDERSEN (Ms.), Legal Advisor, Royal Ministry of Agriculture, Akersgt. 059, P.O. Box 8007 Dep, 0030 Oslo  
(tel.: +47 2 2249277 e-mail: veslemoy-susanne.gundersen@ld.dep.no)

PANAMA / PANAMÁ

Lilia CARRERA (Sra.), Analista de Comercio Exterior, Misión Permanente ante la Organización Mundial del Comercio (OMC), 94, rue de Lausanne, 1202 Ginebra, Suiza  
(tel.: +41 22 9064993 fax: +41 22 9064990 e-mail: lilia.carrera@ties.itu.int)

Katia CASTILLO (Sra.), Attaché Agrícola, Misión Permanente ante la Organización Mundial del Comercio (OMC), 94, rue de Lausanne, 1202 Ginebra, Suiza  
(tel.: +41 22 906 4999 fax: +41 22 906 4990 e-mail: katia.castillo@ties.itu.int)

PARAGUAY

María Estela OJEDA GAMARRA (Sra.), Jefa, Departamento Registro de Cultivares, Dirección de Semillas (DISE), Ministerio de Agricultura y Ganadería, Gaspar Rodríguez de Francia 685, c/Mcal. Estigarribia, San Lorenzo  
(tel.: +595 21 582201 fax: +595 21 584645 e-mail: combio@telesurf.com.py)

PAYS-BAS / NETHERLANDS / NIEDERLANDE / PAÍSES BAJOS

Gerard VAN DER LELY, Voorzitter, Board for Plant Breeders' Rights, Postbus 104,  
6700 AC Wageningen  
(tel.: +31 317 478090 fax: +31 317 425867 e-mail: k.a.fikkert@rkr.agro.nl)

Chris M.M. VAN WINDEN, Account Manager Propagating Material, Ministry of  
Agriculture, Nature Management and Fisheries, Postbus 20401, 2500 EK The Hague  
(tel.: +31 70 3784281 fax: +31 70 3786156 e-mail: c.m.m.van.winden@minlnv.nl)

Krieno Adriaan FIKKERT, Secretary, Board for Plant Breeders' Rights, Postbus 104,  
6700 AC Wageningen  
(tel.: +31 317 478090 fax: +31 317 425867 e-mail: k.a.fikkert@rkr.agro.nl)

POLOGNE / POLAND / POLEN / POLONIA

Edward S. GACEK, Director General, Research Centre for Cultivar Testing (COBORU),  
63-022 Slupia Wielka  
(tel.: +48 61 2852341 fax: +48 61 2853558 e-mail: e.gacek@coboru.pl)

Julia BORYS (Ms.), Head, DUS Testing Department, Research Centre for Cultivar Testing  
(COBORU), 63-022 Slupia Wielka  
(tel.: +48 61 285 23 41 fax: +48 61 285 35 58 e-mail: sekretariat@coboru.pl)

PORTUGAL

Carlos PEREIRA GODINHO, Chef, Centre national d'enregistrement des variétés protégées,  
Direction générale de la protection des cultures (DGPC), Ministère de l'agriculture, du  
développement rural et des pêches (MADRP), Edificio II, Tapada da Ajuda,  
1349-018 Lisbonne  
(tel.: +351 21 3613271 fax: +351 21 3613277 e-mail: cgodinho@dgpc.min-agricultura.pt)

José S. DE CALHEIROS DA GAMA, Conseiller juridique, Mission permanente,  
33, rue Antoine-Carteret, 1202 Genève, Suisse  
(tel.: +41 22 658 3191 fax: +41 22 918 0228 e-mail: mission.portugal@ties.itu.int)



RÉPUBLIQUE DE CORÉE / REPUBLIC OF KOREA / REPUBLIK KOREA /  
REPÚBLICA DE COREA

PARK Byung Won, Director-General, Plant Variety Protection Division, National Seed Management Office (NSMO), 433, Anyang 6-dong, Anyang-si, Anyang City, Kyunggi-do 430-016  
(tel.: +82 31 467 0100 fax: +82 31 467 0161 e-mail: bwpark@seed.go.kr)

PARK Baek-Hwa, Deputy Director, Plant Variety Protection Division, National Seed Management Office (NSMO), 1, Jungang-dong, Gwacheon-si, Anyang City, Kyunggi-do 427-719  
(tel.: +82 2 5001797 fax: +82 2 5037276 e-mail: parkbh@maf.go.kr)

CHOI Keun-Jin, Examination Officer/Senior Researcher, Plant Variety Protection Division, National Seed Management Office (NSMO), 433, Anyang 6-dong, Anyang-si, Anyang City, Kyunggi-do 430-016  
(tel.: +82 31 4670190 fax: +82 31 4670161 e-mail: kjchoi@seed.go.kr)

RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA / REPUBLIC OF MOLDOVA / REPUBLIK MOLDAU /  
REPÚBLICA DE MOLDOVA

Dumitru BRINZILA, President, State Commission for Crops Variety Testing and Registration, Ministry of Agriculture, 162, Boulevard Stefan cel Mare, C.P. 1873, 2004 Chisinau  
(tel.: +373 22220 300 fax: +373 22211 537 e-mail: brinzila@csip.moldova.md)

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE / CZECH REPUBLIC / TSCHECHISCHE REPUBLIK /  
REPÚBLICA CHECA

Ivan BRANZOVSKY, Vice-Director, Plant Production Department, Ministry of Agriculture, Tesnov 17, 11705 Praha 1  
(tel.: +420 2 2181 2693 fax: +420 2 2181 2705 e-mail: branzovsky@mze.cz)

Jiří SOUČEK, Head of Department, Department of Plant Variety Rights and DUS Tests, Central Institute for Supervising and Testing in Agriculture (ÚKZÚZ), Za opravnou 4, 150 06 Praha 5 - Motol  
(tel.: +420 257 211755 fax: +420 257 211752 e-mail: jiri.soucek@ukzuz.cz)

Daniel JUREČKA, Head, Plant Variety Testing Division, Central Institute for Supervising and Testing in Agriculture (ÚKZÚZ), Hroznová 2, 656 06 Brno  
(tel.: +420 5 43217646 fax: +420 5 43212440 e-mail: daniel.jurecka@ukzuz.cz)

ROUMANIE / ROMANIA / RUMÄNIEN / RUMANIA

Adriana PARASCHIV (Mrs.), Head of Division, Examination Department, State Office for Inventions and Trademarks (OSIM), 5, Jon Ghica, Sector 3, 70018 Bucharest  
(tel.: +40 21 3151966 fax: +40 21 3123819 e-mail: adriana.paraschiv@osim.ro)

Mihaela Rodica CIORA (Mrs.), Deputy Executive Director, State Institute for Variety Testing and Registration, Ministry of Agriculture, Food and Forestry, 61, Marasti, Sector 1, 71329 Bucharest  
(tel.: +40 21 223 1425 fax: +40 21 222 5605 e-mail: mihaela\_ciora@gmx.net)

Ruxandra URUCU (Ms.), Legal Adviser, Legal and International Affairs Division, State Office for Inventions and Trademarks (OSIM), 5, Jon Ghica, Sector 3, P.O. Box 52, 70018 Bucharest  
(tel.: +40 1 313 2492 fax: +40 1 312 3819 e-mail: ruxandra.urucu@osim.ro)

ROYAUME-UNI / UNITED KINGDOM / VEREINIGTES KÖNIGREICH / REINO UNIDO

Heather HAMILTON (Mrs.), Controller, Head of Seeds Division, Plant Variety Rights Office and Seeds Division, Department for Environment, Food and Rural Affairs (DEFRA), White House Lane, Huntingdon Road, Cambridge CB3 0LF  
(tel.: +44 1223 342 380 fax: +44 1223 342 386 e-mail: heather.hamilton@defra.gsi.gov.uk)

SLOVAQUIE / SLOVAKIA / SLOWAKEI / ESLOVAQUIA

Nora SEPTÁKOVÁ (Mrs.), Counsellor, Permanent Mission, 9, chemin de l' Ancienne Route, 1218 Grand-Saconnex, Switzerland  
(tel.: +41 22 7477400 fax: +41 22 7477434 e-mail: mission.slovak@ties.itu.int)

SUÈDE / SWEDEN / SCHWEDEN / SUECIA

Karl Olov ÖSTER, Director-General, National Board of Fisheries; President, National Plant Variety Board, Ekelundsgatan 1, P.O. Box 423, 401 26 Göteborg  
(tel.: +46 31 743 03 01 fax: +46 31 743 04 44 e-mail: karl.olv.oster@fiskeriverket.se)

Gunnar KARLTORP, Head of Office, National Plant Variety Board, Box 1247, 171 24 Solna (tel.: +46 8 7831260 fax: +46 8 833170 e-mail: karltorp@svn.se)

SUISSE / SWITZERLAND / SCHWEIZ / SUIZA

Pierre Alex MIAUTON, Chef de Service, Certification, semences et plants, Station fédérale de recherches en production végétale de Changins, Case postale 254, 1260 Nyon 1  
(tel.: +41 22 3634668 fax: +41 22 3615469 e-mail: pierre.miauton@rac.admin.ch)

Manuela BRAND (Frau), Koordinatorin, Büro für Sortenschutz, Bundesamt für Landwirtschaft, Mattenhofstrasse 5, 3003 Bern  
(tel.: +41 31 3222524 fax: +41 31 3222634 e-mail: manuela.brand@blw.admin.ch)

Eva TSCHARLAND (Frau), Wissenschaftliche Mitarbeiterin, Bundesamt für Landwirtschaft, Mattenhofstrasse 5, 3003 Bern  
(tel.: +41 31 322 2594 fax: +41 31 323 5455 e-mail: eva.tscharland@blw.admin.ch)

TUNISIE / TUNISIA / TUNESIEN / TÚNEZ

Mares HAMDI, Directeur général des affaires juridiques et foncières, Ministère de l'agriculture, de l'environnement et des ressources hydrauliques, 30, rue Alain Savary, 1002 Tunis  
(tel.: +216 71 842317 fax: +216 71 784419)

Abdelaziz CHEBIL, Ingénieur en chef, Direction général de la protection et du contrôle de la qualité des produits agricoles, Ministère de l'agriculture, de l'environnement et des ressources hydrauliques, 30, rue Alain Savary, 1002 Tunis  
(tel.: +216 71 788979 fax: +216 71 784419 e-mail: chebilaziz@yahoo.fr)

UKRAINE / UCRANIA

Valentyna ZAVALEVSKA (Mrs.), First Deputy Chairman, State Service on Right Protection for Plant Varieties, 15, Henerala Rodimtseva vul., 03041 Kyiv  
(tel.: +380 44 2579933 fax: +380 44 2579934 e-mail: sops@sops.gov.ua)

Oksana ZHMURKO (Mrs.), Head, International Cooperation Department, Department of Scientific and Technical Provision for International Integration and Publishing Activity, Ukrainian Institute for Plant Variety Examination, 15, Henerala Rodimtseva vul., 03041 Kyiv  
(tel.: +380 44 257 9933 fax: +380 44 257 99 38 e-mail: zhmurko@sops.gov.ua)

Olena SAVYTSKA (Mrs.), Head, Department of Agroindustrial Management, Social and Labor Relations, Ministry of Agriculture of Ukraine, 24, Khrescholtik str., 0100 Kyiv  
(tel.: +380 44 226 2575 fax: +380 44 229 8545 e-mail: savitska@minapt.kiev.ua)

URUGUAY

Gustavo BLANCO DEMARCO, Asesor, Ministerio de Ganadería, Agricultura y Pesca,  
Constituyente 1476, Piso 3, 11200 Montevideo  
(tel.: +598 2 412 6308 fax: +598 2 412 6331 e-mail: gblanco@mgap.gob.uy)

Carlos RODRÍGUEZ DU HAUTBOURG, Abogado, Instituto Nacional de Semillas (INASE),  
Rambla 25 de Agosto, Piso 3, Montevideo  
(tel.: + 598 2 916 8761 fax: + 598 2 916 8673 e-mail: cra@estudiopro.com.uy)

II. OBSERVATEURS / OBSERVERS / BEOBACHTER / OBSERVADORES

ALGÉRIE / ALGERIA / ALGERIEN / ARGELIA

Kamel LATROUS, Directeur général, Centre national de contrôle et de certification (CNCC),  
Ministère de l'agriculture et du développement rural (MADR), B.P. 119 Hassen Badi,  
El Harrach, Alger  
(tel.: +213 21 824352 fax: +213 21 529900)

Abdelkarim OULD RAMOUL, Sous-Directeur, DPVCT, Ministère de l'agriculture,  
12, boulevard Amirouche, Alger  
(tel.: +213 21749513 fax: +213 21429349 e-mail: o.ramoul.a@caramail.com)

ARABIE SAOUDITE / SAUDI ARABIA / SAUDI-ARABIEN / ARABIA SAUDITA

Shayea A. AL SHAYEA, Director General, General Directorate of Patents, King Abdulaziz  
City for Science and Technology (KACST), P.O. Box 6086, Riyadh 11442  
(tel.: 966 1 4813830 fax: +966 4883625 e-mail: sshayan@kacst.edu.sa)

ÉGYPTE / EGYPT / ÄGYPTEN / EGIPTO

Ahmed ABDEL-LATIF, Third Secretary, Permanent Mission, 49, avenue Blanc,  
1202 Geneva, Switzerland  
(tel. +41 22 7316530 fax +41 22 738 4415 e-mail: mission.egypt@ties.itu.int)

GHANA

Bernard A. TAKYL, Minister Counsellor, Permanent Mission, 56, rue de Moillebeau,  
1209 Geneva, Switzerland  
(tel.: +41 22 9190450 fax: +41 22 7349161 e-mail: mission.ghana@ties.itu.int)

GRÈCE / GREECE / GRIECHENLAND / GRECIA

Evangelos ZAGILIS, Head, Section of Vegetable and Ornamental Plant Propagating Material,  
Ministry of Agriculture, 2 Acharnon St., 10176 Athens  
(tel.: +30 210 212 4102 fax: +30 210 21 4137 e-mail: ax2u057@minagric.gr)

ISLANDE / ICELAND / ISLAND / ISLANDIA

Sigrídur NORDMANN (Ms.), Director, Legal Department, Ministry of Agriculture,  
Jolvholsgata 7, 150 Reykjavík  
(tel.: +354 5459750 fax: +354 5521160 e-mail: sigridur.nordmann@lan.stjr.is)

Hólmgeir BJÖRNSSON, Senior Officer, Agricultural Research Institute, Keldnaholt,  
112 Reykjavík  
(tel.: +354 5911552 fax: +354 5911501 e-mail: holmgeir@rala.is)

JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE / LIBYAN ARAB JAMAHIRIYA /  
LIBYSCH-ARABISCHE DSCHAMAHIRIJA / JAMAHIRIYA ARABE LIBIA

Khamees IHDAYB, Libyan Central Intellectual Property Office, National Board for Scientific  
Research, P.O. Box 80045, Tripoli  
(tel.: +218 22 634440 fax: +218 22 634333 e-mail: kihayb@yahoo.com)

Ibrahim ZAEDEE, Researcher, Biotechnology Research Center, P.O. 30313, Tajura, Tripoli  
(tel.: +218 22 636601 fax: +218 21 3691186 e-mail: sharifmmtj@yahoo.co.uk)

Abdelhamied S. A. HAMID, Researcher, Biotechnology Research Center, P.O. Box 30313,  
Tripoli  
(tel.: +218 22 634601 fax: +218 21 3691186 e-mail: hamid2ar@yahoo.com)

JORDANIE / JORDAN / JORDANIEN / JORDANIA

Walid OBEIDAT, Premier secrétaire, Mission permanente, 37-39, rue de Vermont,  
1211 Genève 1, Suisse  
(tel.: +41 22 748 2000 fax: +41 22 748 2001 e-mail: mission.jordan@ties.itu.int)

MAROC / MOROCCO / MAROKKO / MARRUECOS

Khalid SEBTI, Premier secrétaire (OMC), Mission permanente, 18-A, chemin F. Lehman,  
1218 Grand-Saconnex, Suisse  
(tel.: +41 22 7918181 fax: +41 22 7918180 e-mail: kh\_sebti@yahoo.com)

PHILIPPINES / PHILIPPINEN / FILIPINAS

Lazaro LUPIÑO, Attaché, Permanent Mission, 19, chemin Louis Dunant, 1211 Geneva, Switzerland  
(tel.: +41 22 7491080 fax: +41 22 7491089 e-mail: lupino.lazaro@ties.itu.int)

SERBIE-ET-MONTÉNÉGRO / SERBIA AND MONTENEGRO / SERBIEN UND MONTENEGRO / SERBIA Y MONTENEGRO

Jovan VUJOVIC, Counsellor, Plant Variety Protection and Registration, Ministry of Agriculture and Water Management, Nemanjina 22-26, 11124 Belgrade  
(tel.: +381 11 602077 / 3117383 fax: +381 11 3117595 e-mail: jovanvujovic@yahoo.com)

SINGAPOUR / SINGAPORE / SINGAPUR

LIEW Woon Yin (Ms.), Director-General, Intellectual Property Office of Singapore (IPOS), #04-01 Plaza By The Park, 51 Bras Basah Road, Singapore 189554  
(tel.: +65 6331 6580 fax: +65 6339 0252)

Dennis LOW, Senior Assistant Director, Legal Policy and International Affairs, Intellectual Property Office of Singapore (IPOS), #04-01 Plaza By The Park, 51 Bras Basah Road, Singapore 189554  
(tel.: +65 6331 6580 fax: +65 6339 0252 e-mail: dennis\_low@ipos.gov.sg)

THAÏLANDE / THAILAND / TAILANDIA

Sophida HEMAKHOM (Ms.), Chief, Legal Affairs Sub-Division, Department of Agriculture, Phaholyothin Road, Chatuchak, Bangkok 10900  
(tel.: +66 2 9405395 fax: +66 2 9407452)

TURQUIE / TURKEY / TÜRKEI / TURQUÍA

Kamil YILMAZ, Director, Variety Registration and Seed Certification Centre, Ministry of Agriculture and Rural Affairs, P.O. Box 107, Yenimahalle - Ankara 06172  
(tel.: +90 312 315 8874 fax: +90 312 315 4605 e-mail: kamil\_yilmaz@ankara.tagem.gov.tr)

Metin SEHITOGLU, Chief, General Directorate of Protection and Control, Akay cad. No. 3, Ankara  
(tel.: +90 312 4174176 fax: +90 312 4178198 e-mail: metinsehitoglu@hotmail.com.tr)

ZIMBABWE / SIMBABWE

Bellah MPOFU (Mrs.), Registrar of Plant Breeders' Rights, Department of Research and Specialist Services, Seed Services, Ministry of Agriculture, P.O. Box CY 550, Causeway, Harare  
(tel.: +263 4 720370 fax: +263 4 791223 e-mail: bmpofu@utande.co.zw)

III. ORGANISATIONS / ORGANIZATIONS / ORGANISATIONEN / ORGANIZACIONES

ORGANISATION MONDIALE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (OMPI) /  
WORLD INTELLECTUAL PROPERTY ORGANIZATION (WIPO) /  
WELTORGANISATION FÜR GEISTIGES EIGENTUM (WIPO) /  
ORGANIZACIÓN MUNDIAL DE LA PROPIEDAD INTELECTUAL (OMPI)

Karen LEE RATA (Mrs.), Senior Counsellor, Office of the Special Council, World Intellectual Property Organization (WIPO), 34, chemin des Colombettes, 1211 Geneva 20, Switzerland  
(tel.: +41 22 338 9960 e-mail: karen.lee@wipo.int)

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC) / WORLD TRADE ORGANIZATION (WTO) / WELTHANDELSORGANISATION (WTO) / ORGANIZACIÓN MUNDIAL DEL COMERCIO (OMC)

Xiaoping WU, Legal Affairs Officer, Intellectual Property Division, World Trade Organization (WTO), 154, rue de Lausanne, 1211 Geneva 21, Switzerland  
(tel.: +41 22 7395256 fax: +41 22 739 5790 e-mail: xiaoping.wu@wto.org)

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO) / FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION OF THE UNITED NATIONS (FAO) / ERNÄHRUNGS- UND LANDWIRTSCHAFTS-ORGANISATION DER VEREINTEN NATIONEN (FAO) / ORGANIZACIÓN DE LAS NACIONES UNIDAS PARA LA AGRICULTURA Y LA ALIMENTACIÓN (FAO)

Nuria URQUÍA FERNÁNDEZ (Ms.), PGR Officer, Seed and Plant Genetic Resources Service, Plant Production and Protection Division, Agricultural Department, Viale delle Terme di Caracalla s/n, 00100 Rome, Italy  
(tel.: +39 06 57053751 fax: +39 06 57053152 e-mail: nuria.urquia@fao.org)

COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE / EUROPEAN COMMUNITY / EUROPÄISCHE  
GEMEINSCHAFT / COMUNIDAD EUROPEA

Bart KIEWIET, President, Community Plant Variety Office (CPVO), 3, boulevard Maréchal Foch, B.P. 2141, 49021 Angers Cedex 02, France  
(tel.: +33 2 4125 6410 fax: +33 2 4125 6410 e-mail: kiewiet@cpvo.eu.int)

Martin EKVAD, Head of Legal Affairs, Community Plant Variety Office (CPVO),  
3, boulevard Maréchal Foch, B.P. 2141, 49021 Angers Cedex 02, France  
(tel.: +33 2 4125 6400 fax: +33 2 4125 6410 e-mail: ekvad@cpvo.eu.int)

Patrick RAVILLARD, Counsellor, European Commission, Permanent Delegation to the  
International Organizations in Geneva, 37-39, rue de Vermont, P.O. Box 195,  
1211 Geneva 20, Switzerland  
(tel.: +41 22 9182218 fax: +41 22 7342236 e-mail: patrick.ravillard@cec.eu.int)

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES  
(OCDE) / ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT  
(OECD) / ORGANISATION FÜR WIRTSCHAFTLICHE ZUSAMMENARBEIT UND  
ENTWICKLUNG (OECD) / ORGANIZACIÓN DE COOPERACIÓN Y DESARROLLO  
ECONÓMICOS (OCDE)

Jean-Marie DEBOIS, Chef des Codes et systèmes agricoles, Division des échanges et  
marchés agricoles, Direction de l'alimentation, de l'agriculture et des pêcheries, 2, rue André-  
Pascal, 75775 Paris Cedex 16, France  
(tel.: +33 1 45249548 fax: +33 1 44306117 e-mail: jean-marie.debois@oecd.org)

ORGANISATION AFRICAINE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE (OAPI) /  
AFRICAN INTELLECTUAL PROPERTY ORGANIZATION (OAPI) / ORGANIZACIÓN  
AFRICANA DE LA PROPIEDAD INTELECTUAL (OAPI)

Wéré Régine GAZARO (Mme), Chef de Service des brevets et titres dérivés, Organisation  
africaine de la propriété intellectuelle (OAPI), B.P. 887, Yaoundé, Cameroun  
(tel.: +237 2205747 fax: +237 2205727 e-mail: wereregine@hotmail.com)



CONSULTATIVE GROUP ON INTERNATIONAL AGRICULTURAL RESEARCH  
(CGIAR)

Victoria HENSON-APOLLONIO (Mrs.), Manager, Central Advisory Service on Intellectual Property (CAS), The Consultative Group on International Agricultural Research (CGIAR), c/o International Service for National Agricultural Research (ISNAR), P.O. Box 93375, 2509 The Hague, Netherlands  
(tel.: +31 70 349 6150 fax: +31 70 381 9677 e-mail: v.henson-apolonio@cgiar.org)

Thanda WAI (Ms.), Intellectual Property Rights Specialist, Intellectual Property Management Unit/DDG-Partnerships Office, International Rice Research Institute (IRRI), DAPO Box 7777, Metro Manila, Philippines  
(tel.: +63 2 845 0563 (ext. 2261/2830) fax: +63 2 845 0606 e-mail: t.wai@cgiar.org)

ASSOCIATION INTERNATIONALE D'ESSAIS DE SEMENCES (ISTA) /  
INTERNATIONAL SEED TESTING ASSOCIATION (ISTA) / INTERNATIONALE  
VEREINIGUNG FÜR SAATGUTPRÜFUNG (ISTA) / ASOCIACIÓN INTERNACIONAL  
PARA EL ENSAYO DE SEMILLAS (ISTA)

Michael MUSCHICK, Secretary General, International Seed Testing Association (ISTA), Zürichstrasse 50, Postfach 308, 8303 Bassersdorf, Switzerland  
(tel.: +41 1 838 6000 fax: +41 1 838 6001 e-mail: executive.office@ista.ch)

ASSOCIATION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ  
INDUSTRIELLE (AIPPI) / INTERNATIONAL ASSOCIATION FOR THE PROTECTION  
OF INDUSTRIAL PROPERTY (AIPPI) / INTERNATIONALE VEREINIGUNG FÜR  
GEWERBLICHEN RECHTSSCHUTZ (AIPPI) / ASOCIACIÓN INTERNACIONAL PARA  
LA PROTECCIÓN DE LA PROPIEDAD INDUSTRIAL

S. Claire BALDOCK (Miss), Patent Attorney, Boulton Wade Tenmamt, AIPPI  
Committee Q114: Biotechnology, AIPPI, Verulam Gardens, 70, Gray's Inn Rd.,  
London WC1A 8BT, United Kingdom  
(tel.: +44 207 4307500 fax: +44 2074307600 e-mail: cbaldock@oboulton.com)

AGENCE EUROPÉENNE DES SEMENCES (ESA) / EUROPEAN SEED  
ASSOCIATION (ESA)

Joachim WINTER, General Secretary, European Seed Association (ESA), 23, rue de  
Luxembourg, P.O. Box 15, 1000 Brussels, Belgium  
(tel.: +32 2 743 2860 fax: +32 2 743 2869 e-mail: joachimwinter@euroseeds.org)

Garlich V. ESSEN, European Seed Association (ESA), 23, rue de Luxembourg, P.O. Box 15,  
1000 Brussels, Belgium  
(tel.: +32 2 743 2860 fax: +32 2 743 2869 e-mail: vonessen@euroseeds.org)

ASSOCIATION DES OBTENTEURS HORTICOLES EUROPÉENS (AOHE) /  
ASSOCIATION OF EUROPEAN HORTICULTURAL BREEDERS (AOHE) /  
ASOCIACIÓN DE OBTENTORES HORTÍCOLAS EUROPEOS (AOHE)

Pierre TRIOREAU, Secrétaire général, Association des obtenteurs horticoles européens (AOHE), 7, parc du Petit-Bourg, 91000 Evry, France  
(tel.: +33 1 60773539 fax: +33 1 69476070)

FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES SEMENCES (ISF) / INTERNATIONAL SEED  
FEDERATION (ISF) / INTERNATIONALER SAATGUTVERBAND (ISF) /  
FEDERACIÓN INTERNACIONAL DE SEMILLAS (ISF)

Bernard LE BUANEC, Secretary General, International Seed Federation (ISF), 7, chemin du Repevoir, 1260 Nyon, Switzerland  
(tel.: +41 22 365 44 20 fax: +41 22 365 44 21 e-mail: isf@worldseed.org)

Marcel BRUINS, Manager Plant Variety Protection, Intellectual Resource Protection and Regulatory Affairs, SVS Holland, Seminis Vegetable Seeds, Nude 54D, 6702 DN Wageningen, Netherlands  
(tel.: +31 317 450 218 fax: +31 317 450 217 e-mail: marcel.bruins@seminis.com)

Juan Carlos MARTÍNEZ GARCÍA, Federación Latinoamericana de Asociaciones de Semillistas (FELAS), Responsable, Relaciones exteriores, Paseo Pamplona 2, Esc. 1 - 4º A, 50004 Zaragoza, España  
(tel.: +34 976212197 fax: +34 976226410 e-mail: felas@felas.org)

Pierre ROGER, Directeur de la propriété intellectuelle, Groupe Limagrain Holding, Rue Limagrain, Boîte postale 1, 63720 Chappes, France  
(tel.: +33 4 7363 4069 fax: +33 4 7364 6737 e-mail: pierre.roger@limagrain.com)

Richard CROWDER, President, American Seed Trade Association (ASTA), 225 Reinekers Lane, Suite 650, Alexandria VA 22314-2875, United States of America  
(tel.: +1 703 837 8140 fax: +1 703 837 9365 e-mail: rcrowder@amseed.org)

IV. BUREAU / OFFICER / VORSITZ / MESA

Karl Olov ÖSTER, President  
Enriqueta MOLINA MACÍAS (Mrs.), Vice-President

V. BUREAU DE L'OMPI / OFFICE OF WIPO / BÜRO DER WIPO /  
OFICINA DE LA OMPI

Philippe FAVATIER, Director, Finance Division

VI. BUREAU DE L'UPOV / OFFICE OF UPOV /  
BÜRO DER UPOV / OFICINA DE LA UPOV

Rolf JÖRDENS, Vice Secretary-General  
Peter BUTTON, Technical Director  
Raimundo LAVIGNOLLE, Senior Counsellor  
Makoto TABATA, Senior Counsellor  
Yolanda HUERTA (Mrs.), Senior Legal Officer  
Paul Therence SENGHOR, Senior Program Officer  
Vladimir DERBENSKIY, Consultant

[L'annexe II suit/  
Annex II follows/  
Anlage II folgt/  
Sigue el Anexo II]

ANNEXE II

Déclaration de la Délégation de la République tunisienne

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs,

Au nom du Gouvernement de la République tunisienne, au nom du Ministère de l'agriculture, la Tunisie se félicite de l'accueil chaleureux que lui a réservé l'UPOV. Nous sommes très honorés d'en être devenus membre.

Le 31 juillet 2003, la Tunisie a déposé son instrument d'adhésion à l'Acte de 1991 de la Convention UPOV. Le 31 août 2003, la Tunisie est devenue le cinquante-troisième membre de l'UPOV.

Le 9 septembre 2000, la République tunisienne a demandé que soit examinée la loi tunisienne relative aux semences, plants et obtentions végétales, adoptée le 10 mai 1999, aux fins d'en établir la conformité avec la Convention UPOV. Le Conseil de l'UPOV a décidé que les dispositions de la loi tunisienne se conforment en substance avec les dispositions de l'Acte de 1991 de la Convention UPOV.

La protection des obtentions végétales en Tunisie est régie par la loi n° 99-42 du 10 mai 1999, ainsi que par des dispositions générales et des règlements d'application établis par décret ou arrêté.

Le Ministère de l'agriculture de la République tunisienne est l'organe national chargé de l'exécution de la Convention UPOV.

Nous tenons à souligner l'assistance offerte à la République tunisienne par l'UPOV à qui nous adressons nos vifs remerciements. Nous souhaitons également remercier les autres institutions nationales des États membres de l'UPOV et les experts de l'UPOV, pour leur aide et leur coopération.

[L'annexe III suit]

ANNEXE III

Discours de M. Kamil Idris, secrétaire général de l'UPOV,  
à la soixante-sixième session du Comité consultatif, le 22 octobre 2003

Monsieur le président,

Je tiens tout d'abord à vous remercier personnellement de la maîtrise avec laquelle vous avez présidé le Conseil et le Comité consultatif de l'UPOV. Votre direction éclairée a joué un rôle décisif dans le développement des activités de l'UPOV.

Je tiens aussi à remercier toutes les délégations de leur soutien et je suis très honoré de votre recommandation, aujourd'hui, de reconduire ma nomination au poste de secrétaire général de l'UPOV pour la période allant du 1<sup>er</sup> décembre 2003 au 30 novembre 2009. Mon objectif pour les années à venir est de continuer à mériter la confiance que les États membres ont placée en moi et de m'acquitter de mes fonctions au mieux de mes possibilités, avec discrétion, conscience et humilité. Dans ce processus, je sais pouvoir compter sur la bonne volonté et la collaboration constructive des membres de l'Union et sur la motivation, le dévouement et le professionnalisme du personnel de l'UPOV, qui n'ont pas de prix.

Les variétés nouvelles sont l'un des moyens les plus efficaces de promouvoir une agriculture, une production alimentaire et un développement économique durables. La protection des obtentions végétales est essentielle pour encourager les obtenteurs à poursuivre et à améliorer leur recherche de variétés nouvelles, au rendement plus élevé, plus résistantes aux ravageurs et aux maladies, à la sécheresse et à d'autres conditions défavorables.

Le nombre de membres de l'UPOV a connu une augmentation rapide ces dernières années, passant de 20 à la fin de 1992 à 53 aujourd'hui. Tous bénéficient de l'harmonisation internationale à laquelle œuvre l'UPOV, qui renforce la qualité de la protection et réduit les coûts à l'échelon national. Il est encourageant aussi de constater l'intérêt accru des pays en développement pour les activités de l'UPOV.

L'UPOV est une organisation dynamique qui prend une importance croissante dans la communauté internationale. L'intérêt plus marqué pour l'UPOV a aussi gagné d'autres instances internationales comme l'Organisation mondiale du commerce, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et la Conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique.

La conservation des ressources génétiques, l'accès à ces ressources et le développement de la biotechnologie moderne sont des enjeux majeurs qui ont des incidences sur l'activité de sélection végétale. L'UPOV continue aussi à suivre attentivement les questions touchant la coexistence du droit d'obteneur avec d'autres formes de droits de propriété intellectuelle. L'UPOV, j'en suis convaincu, offre un système équilibré pour encourager l'obtention de variétés végétales nouvelles, dans l'intérêt de tous.

Durant ces six années, l'UPOV a continué d'être une organisation efficace et ouverte, où les nouveaux membres sont accueillis chaleureusement et bénéficient rapidement des réalisations fructueuses de l'Organisation. Gagnant en importance, elle va probablement voir encore augmenter le nombre de ses membres. Ce sera un défi majeur pour l'avenir, qui

exigera une gestion performante, une coopération renforcée entre les membres et la collaboration avec les milieux intéressés, parallèlement à une amélioration continue des services rendus aux membres.

Mesdames et Messieurs les délégués, votre attachement et vos contributions inestimables à la croissance de l'organisation, et le dévouement et le professionnalisme du personnel du Bureau, sont une source constante d'encouragement et d'inspiration.

Je vous remercie de votre attention.

[L'annexe IV suit]

C/37/22

ANNEXE IV

**UPOV**

INTERNATIONALER  
VERBAND  
ZUM SCHUTZ VON  
PFLANZENZÜCHTUNGEN  
  
GENF, SCHWEIZ

UNION INTERNATIONALE  
POUR LA PROTECTION  
DES OBTENTIONS  
VÉGÉTALES  
  
GENÈVE, SUISSE

UNIÓN INTERNACIONAL  
PARA LA PROTECCIÓN  
DE LAS OBTENCIONES  
VEGETALES  
  
GINEBRA, SUIZA

INTERNATIONAL UNION  
FOR THE PROTECTION  
OF NEW VARIETIES  
OF PLANTS  
  
GENEVA, SWITZERLAND

**ACCÈS AUX RESSOURCES GÉNÉTIQUES  
ET PARTAGE DES AVANTAGES**

*Réponse de l'UPOV à la notification du 26 juin 2003 émanant  
du secrétaire exécutif de la Convention sur la diversité biologique (CDB)*

Texte adopté par le Conseil de l'UPOV  
à sa trente-septième session ordinaire,  
le 23 octobre 2003

## Introduction

1. L'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) est une organisation intergouvernementale qui a été instituée par la Convention internationale pour la protection des obtentions végétales (ci-après dénommée "Convention UPOV"). La Convention UPOV a été adoptée le 2 décembre 1961 et révisée en 1972, 1978 et 1991. La mission de l'UPOV, basée sur la Convention UPOV, vise à : *"mettre en place et (à) promouvoir un système efficace de protection des variétés végétales afin d'encourager l'obtention de variétés dans l'intérêt de tous"*.

2. À la date du 31 juillet 2003, l'UPOV compte 53 membres<sup>1</sup>. De plus, 18 États et deux organisations intergouvernementales ont engagé, avec la collaboration du Conseil de l'UPOV, la procédure pour devenir membre de l'Union et 53 autres États ont été en relation avec le Bureau de l'Union pour obtenir une assistance dans le cadre de l'élaboration de la législation sur la protection des obtentions végétales. On peut donc penser que l'UPOV pourrait dépasser la centaine d'États ou organisations intergouvernementales membres dans l'avenir.

3. L'UPOV estime que la Convention sur la diversité biologique (CDB) et les instruments internationaux pertinents qui traitent des droits de propriété intellectuelle, notamment la Convention UPOV, devraient être considérés comme complémentaires.

4. Il convient de rappeler que la Conférence des parties à la CDB, dans sa décision IV-24 prise à sa sixième réunion (COP-6) qui s'est tenue à La Haye (Pays-Bas) du 7 au 19 avril 2002, a reconnu les travaux pertinents mis en œuvre par d'autres organisations intergouvernementales, comme l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), l'Organisation mondiale du commerce (OMC), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'UPOV, sur des questions relatives à l'accès aux ressources génétiques et au partage des avantages.

5. L'UPOV a élaboré une réponse fondée sur les principes de la Convention UPOV afin de fournir des indications sur le point de vue de l'UPOV concernant "le processus, la nature, la portée, les éléments et les modalités d'un régime international d'accès aux ressources génétiques et de partage des avantages".

## Accès aux ressources génétiques

6. L'UPOV estime que la création variétale est un aspect fondamental de l'utilisation et du développement durables des ressources génétiques. Elle est d'avis que l'accès aux ressources génétiques est une condition essentielle pour réaliser des progrès durables et importants dans le domaine de la sélection variétale. La notion "d'exception en faveur de l'obtenteur" dans la Convention UPOV, en vertu de laquelle les actes accomplis aux fins de la création de nouvelles variétés ne sont soumis à aucune restriction, traduit l'opinion de l'UPOV selon laquelle la communauté mondiale des obtenteurs a besoin d'accéder à toutes les formes de matériel phytogénétique afin de réaliser des progrès considérables dans la création variétale et, partant, d'utiliser au mieux les ressources génétiques dans l'intérêt de tous.

---

<sup>1</sup> De plus amples renseignements concernant les membres de l'UPOV sont disponibles à l'adresse <http://www.upov.int/fr/about/members/index.htm>



*Divulgation de l'origine*

7. L'exigence relative à la "distinction" dans la Convention UPOV<sup>2</sup> signifie que la protection ne peut être accordée qu'après un examen visant à déterminer si la variété se distingue nettement de toutes les autres variétés dont l'existence, à la date de dépôt de la demande, est notoirement connue<sup>3</sup>, indépendamment de l'origine géographique. En outre, la Convention UPOV prévoit que si l'on découvre que le droit d'obtenteur a été accordé pour une variété qui n'était pas distincte, le droit est déclaré nul.

8. Il est généralement demandé à l'obtenteur de fournir des renseignements sur l'historique de la création et l'origine génétique de la variété, dans un questionnaire technique joint à sa demande de protection. L'UPOV encourage la fourniture de l'information sur l'origine du matériel végétal utilisé dans la sélection de la variété lorsqu'elle facilite l'examen mentionné ci-dessus, mais elle ne pourrait pas l'accepter en tant que condition supplémentaire de la protection étant donné que la Convention UPOV prévoit que la protection sera accordée aux obtentions végétales qui remplissent les conditions de nouveauté, de distinction, d'homogénéité et de stabilité et qui ont une dénomination appropriée et qu'elle ne permet pas d'établir des conditions de protection supplémentaires ou différentes. En effet, dans certains cas, les déposants peuvent juger difficile ou impossible, pour des raisons techniques, de déterminer l'origine géographique exacte de tout le matériel utilisé à des fins de création variétale.

9. Donc, si un pays décide, dans le cadre de sa politique générale, d'introduire un mécanisme de divulgation des pays d'origine ou de l'origine géographique des ressources génétiques, ce ne devrait pas être au sens étroit, comme une condition de la protection des obtentions végétales. Un mécanisme distinct de la législation relative à la protection des obtentions végétales, à l'instar de celui qui est utilisé pour les conditions phytosanitaires, pourrait être appliqué uniformément à toutes les activités touchant la commercialisation des obtentions, y compris par exemple dans la réglementation relative à la qualité des semences et d'autres règles qui entrent en jeu dans la commercialisation.

*Consentement préalable donné en connaissance de cause*

10. En ce qui concerne une éventuelle exigence de déclaration certifiant que le matériel génétique a été acquis légalement ou de preuve que le consentement préalable donné en connaissance de cause concernant l'accès au matériel génétique a été obtenu, l'UPOV encourage les principes de transparence et d'éthique dans la conduite des activités de création et, à cet égard, l'accès au matériel génétique utilisé pour l'élaboration d'une nouvelle variété devrait être accordé dans le respect du cadre juridique du pays d'origine du matériel génétique. Cependant, la Convention UPOV dispose que l'octroi du droit d'obtenteur ne peut pas dépendre de conditions supplémentaires ou différentes de celles exigées pour obtenir la protection. L'UPOV fait observer que ces principes sont conformes à l'article 15 de la CDB qui prévoit que la détermination de l'accès aux ressources génétiques relève des

---

<sup>2</sup> Dans le présent document, on entend par Convention UPOV le dernier acte de la Convention UPOV (l'Acte de 1991). Le texte complet de la Convention UPOV est disponible à l'adresse <http://www.upov.int/fr/publications/conventions/1991/act1991.htm>

<sup>3</sup> La notion de notoriété est examinée de façon plus approfondie dans le document de l'UPOV intitulé "Les notions d'obtenteur et de notoriété" C(Extr.)/19/2 Rev. Ce document est disponible à l'adresse [http://www.upov.int/fr/about/key\\_issues.htm](http://www.upov.int/fr/about/key_issues.htm)

gouvernements nationaux et est subordonnée à la législation nationale. En outre, l'UPOV estime que le service compétent pour l'octroi du droit d'obtenteur n'est pas en mesure de vérifier si l'accès au matériel génétique a été utilisé conformément au droit applicable dans ce domaine.

### *Résumé*

11. Étant donné que les dispositions relatives à l'accès aux ressources génétiques et celles relatives à l'octroi des droits d'obtenteur visent des objectifs différents, qu'elles ont un champ d'application différent et que leur mise en œuvre requiert une structure administrative différente, l'UPOV considère qu'il convient de les incorporer dans des lois distinctes, qui soient toutefois compatibles et complémentaires.

### Partage des avantages

#### *Exception en faveur de l'obtenteur*

12. L'UPOV serait préoccupée si un mécanisme permettant de revendiquer le partage des revenus devait imposer une charge administrative supplémentaire au service chargé d'accorder les droits d'obtenteur et une obligation financière supplémentaire à l'obtenteur lorsque des variétés sont utilisées pour d'autres sélections. En effet, une telle obligation de partage des avantages serait incompatible avec le principe de l'exception en faveur de l'obtenteur établi dans la Convention UPOV, en vertu duquel les actes accomplis aux fins de la création d'autres variétés ne sont, en vertu de la Convention UPOV, soumis à aucune restriction et les obtenteurs de variétés protégées (variétés initiales) n'ont pas droit au partage des avantages financiers avec les obtenteurs de variétés créées à partir des variétés initiales, sauf dans le cas de variétés essentiellement dérivées. De plus, un mécanisme de partage des avantages dans le cadre de la législation relative à l'octroi du droit d'obtenteur apparaîtrait comme ne frappant que les variétés "protégées" et, au lieu de créer des mécanismes d'incitation à la création de nouvelles variétés, pourrait produire l'effet contraire : des obtenteurs qui ne créeraient pas de nouvelles variétés ou qui ne demanderaient pas de protection (ce qui favoriserait l'insécurité juridique).

13. À sa trente et unième conférence, tenue le 3 novembre 2001, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a adopté le Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture. Ce traité (article 13.2)d)ii)) reconnaît la notion d'exception en faveur de l'obtenteur, de sorte que les obtenteurs sont exemptés du partage des avantages financiers lorsque leurs produits sont "disponibles sans restriction pour d'autres bénéficiaires à des fins de recherche et de sélection ...".

#### *Exploitants pratiquant l'agriculture de subsistance*

14. Outre l'exception en faveur de l'obtenteur et l'exception en faveur de la recherche, la Convention UPOV prévoit une autre exception obligatoire au droit d'obtenteur, qui s'applique aux actes accomplis à titre privé et à des fins non commerciales. Le droit d'obtenteur ne s'étend donc pas aux activités des exploitants pratiquant l'agriculture de subsistance en ce qui concerne les actes accomplis à titre privé et à des fins non commerciales, et ces agriculteurs peuvent utiliser librement les nouvelles variétés protégées.

### *Les semences de ferme*

15. La disposition relative aux “semences de ferme” (aussi connue sous le nom de “privilège de l’agriculteur”) est un mécanisme facultatif de partage des avantages prévu par la Convention UPOV en vertu duquel les membres de l’UPOV peuvent autoriser les agriculteurs à utiliser dans leur propre exploitation une partie de leur récolte d’une variété protégée en vue de la plantation d’une autre récolte. En vertu de cette disposition, les membres de l’UPOV sont en mesure d’adopter des solutions spécifiquement adaptées à leurs conditions agricoles. Cependant, cette disposition est subordonnée à des limites raisonnables et suppose que les intérêts légitimes de l’obteneur soient préservés, afin de veiller à ce qu’il existe une incitation continue au développement de nouvelles variétés de plantes dans l’intérêt de tous. Par exemple, certains membres de l’UPOV appliquent la disposition sur les semences de ferme uniquement à certaines espèces et limitent son application au moyen de critères tels que la taille de l’exploitation ou le niveau de production.

### *Résumé*

16. Les mécanismes de partage des avantages devraient tenir compte de la nécessité d’assurer un lien de complémentarité en ce qui concerne les principes essentiels du système de protection des obtentions végétales de l’UPOV et, en particulier, la disposition relative à l’exception en faveur de l’obteneur.

### Conclusion

17. L’UPOV considère que la création variétale est un aspect fondamental de l’utilisation et du développement durables des ressources génétiques. Elle estime que l’accès aux ressources génétiques est une condition essentielle de tout progrès durable et substantiel dans la création variétale. La notion d’exception en faveur de l’obteneur figurant dans la Convention UPOV, en vertu de laquelle les actes accomplis aux fins de la création de nouvelles variétés ne sont soumis à aucune restriction, traduit l’opinion de l’UPOV selon laquelle les obtenteurs du monde entier ont besoin d’accéder à toutes les formes de matériel phytogénétique pour faire progresser au mieux la création variétale et, ainsi, optimiser l’utilisation des ressources génétiques dans l’intérêt de tous. En outre, la Convention UPOV contient des principes intrinsèques de partage des avantages sous la forme de l’exception en faveur de l’obteneur et d’autres exceptions au droit d’obteneur et l’UPOV s’inquiète de toute autre mesure de partage des avantages qui créerait des obstacles inutiles au progrès en matière de création variétale et d’utilisation des ressources génétiques. Elle incite vivement le Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l’accès et le partage des avantages à reconnaître ces principes dans le cadre de ses activités et à s’assurer que les mesures qu’il pourra mettre en place iront dans le sens de ces principes et, par conséquent, de la Convention UPOV.

[Fin de l’annexe IV et du document]